



AFRICA EUROPE FAITH AND JUSTICE NETWORK
RESEAU FOI ET JUSTICE AFRIQUE EUROPE

174, rue Joseph II str.
B 1000 BRUSSELS - Belgium
Tel. +32.(0)2.234.68.10 / Fax. +32. (0)2.231 14 13
email: aeijn@aeijn.org
<http://www.aeijn.org>

NOUVELLES D'AEFJN N° 55, JANVIER 2012

RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES

Comment le monde des affaires a saisi le contrôle des négociations mondiales sur le climat

L'Institut Polaris a préparé un rapport qui esquisse comment les sociétés multinationales et leurs lobbyistes ont infiltré les Nations unies et sont en train d'influencer les résultats des négociations sur le climat. Le rapport découvre et décrit où les sociétés ont influencé les Nations unies pendant la préparation et durant les négociations sur le changement climatique et comment cet intérêt des entreprises est la force motrice derrière les initiatives basées sur les marchés préférés qui sont en train d'émerger du processus de la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique.

<http://www.polarisinstitute.org/files/CorporationsClimateandtheUN.pdf> (en anglais uniquement)

SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Un cadre mondial pour conserver et utiliser durablement les espèces végétales

La FAO renouvelle un engagement international de 18 activités prioritaires pour mieux gérer la diversité végétale en tant qu'élément clé dans la lutte contre la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire face aux changements climatiques. L'une des principales causes de la perte de diversité, appelée « érosion génétique », est le remplacement des variétés locales par des variétés dites « modernes ». D'autres causes sont la dégradation de l'environnement, l'urbanisation, le défrichage par la déforestation et les feux de brousse. <http://www.fao.org/news/story/fr/item/113740/icode/>

Les droits fonciers et la ruée sur les terres

Les conclusions du projet de recherche sur les pressions commerciales sur les terres dans le monde mené par l'ILC, l'IFRPI et le CIRAD viennent d'être publiées. La ruée sur les terres est rendue possible par la corruption et la négligence des intérêts des communautés rurales par les gouvernements. Les moyens de subsistance des populations rurales sont menacés par l'absence de protection de leurs droits fonciers (coutumiers et collectifs) et de leur accès aux ressources et par l'absence d'actions limitant l'appauvrissement qu'entraîne l'accaparement des terres. Un résumé clair et simple est disponible sur :

<http://www.landcoalition.org/fr/publications/les-droits-fonciers-et-la-ruée-sur-les-terres>

Espagnol: <http://www.landcoalition.org/es/publicaciones/los-derechos-la-tierra-y-la-fiebre-por-ella>

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Sommet sur le climat de l'ONU

Les négociateurs de la conférence à Durban ont évité l'échec en acceptant un accord minimum. Celui-ci rend opérationnel le Fonds vert pour le climat attendu par les pays en développement mais n'a pas encore

déterminé les sources de financement. Il obtient une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto mais sans la participation de certains membres clés.

<http://www.oxfam.org/fr/cultivons/pressroom/pressrelease/2011-12-11/durban-laisse-le-monde-se-diriger-comme-un-somnambule-vers-un-rech>

Le mécanisme REDD vivement critiqué par les peuples autochtones

Alors qu'à Durban, les négociations se sont poursuivies sur le programme REDD (programme de réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts), un rapport d'ONG critique vivement ce mécanisme de marché qui s'apparente selon elles à un nouvel outil d'accaparement des terres dans les pays du Sud. Au nom de la lutte contre le changement climatique, des communautés autochtones se voient confisquer leur accès à la forêt. REDD ne réduit pas le réchauffement climatique, mais la conférence de Durban l'a entériné pour des intérêts financiers.

<http://farmlandgrab.org/post/view/19799>

Les peuples autochtones demandent un moratoire sur les projets REDD +

Voir : <http://www.aefjn.org/index.php/info-415/articles/redd-moratoire.html>

CONTROLE DES ARMES LEGERES

Flux d'armes légères et communautés au Kenya urbain et rural

Dans les bidonvilles de Nairobi, la capitale du Kenya, la facilité à se procurer des armes - dont beaucoup y sont arrivées à partir de conflits dans d'autres pays de la région - a contribué à une augmentation des crimes violents. Le long de la frontière entre le Kenya, le Sud-Soudan et l'Ouganda, la rivalité permanente entre les nomades Turkana et les groupes de pasteurs voisins est devenue de plus en plus meurtrière à mesure que les ressources diminuent et qu'un armement mortel devient plus accessible. Cet essai basé sur des photos, par le photographe Gwenn Dubourthoumieu, trace la piste de la dévastation laissée par des armes légères et la violence armée au Kenya urbain et rural, en guise d'exemple des défis globaux. Allez vers les petits numéros sous les photos pour voir toute la série.

<http://www.smallarmssurvey.org/?photo-essay-kenya> (en anglais, mais les photos sont éloquentes)

Un cycle meurtrier: conflit ethno-religieux à Jos, Plateau State, Nigéria

Durant la dernière décennie, une crise politique à Jos, capitale de Plateau State au Nigéria, s'est développée en un conflit communautaire étendu et prolongé. Jusqu'à 7.000 personnes ont été tuées depuis que des émeutes ont éclaté dans la ville à la fin de 2001, et dix ans plus tard un calme fragile n'est gardé dans la ville que par la présence massive de militaires et de forces de police. Les tensions entre groupes ethniques ont été exacerbées par une combinaison de conflits au sujet de l'allocation des ressources, la compétition électorale, des craintes de domination religieuse et des droits fonciers contestés. La présence de groupes armés bien organisés dans des régions rurales, la prolifération d'armes et la forte augmentation de décès par balles à l'intérieur de Jos, indiquent tous un risque de violence future à grande échelle. Le nouveau document de travail émanant du Secrétariat de la Déclaration de Genève examine les causes à la racine du conflit à Jos en traçant la carte de la diffusion de la violence. (uniquement en anglais)

<http://www.genevadeclaration.org/fileadmin/docs/regional-publications/GD-WP-Jos-deadly-cycle.pdf>

SANTE ET MEDICAMENTS

Le RAMU a été officiellement lancé par le Chef de l'Etat, Dr Thomas Boni YAYI

Le Régime d'Assurance Maladie Universelle (RAMU) du Bénin a été lancé officiellement en Décembre 2011. Instauré par le Gouvernement, le RAMU vise à améliorer l'accès des populations aux soins et services de

santé de qualité. Il s'agit de manière concrète, de réduire pour les usagers, l'accessibilité financière que constitue le paiement direct des soins de santé. Il s'agit aussi, de tendre vers la couverture de toutes les couches sociales du pays. La Constitution du 11 décembre 1990 indique que « l'accès à un niveau adéquat de protection sociale pour tous les béninois est un droit fondamental et l'Etat doit assurer à ses citoyens, un égal accès à la santé, à l'éducation, à l'information, à la formation professionnelle et à l'emploi ». Moyennant une cotisation mensuelle de 1750 à 15000 francs soit 3 à 23 euros en fonction des revenus (et même gratuité pour les indigents), les béninois auront droit à partir du 1er avril 2012 au Tiers Payant pour un accès aux soins et aux services de santé de qualité.

http://www.afro.who.int/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=7279&Itemid=2593

Taux de résistance plus haut pour les régimes avec efavirenz et AZT

Les régimes de traitement du VIH qui comprennent l'efavirenz et AZT ont les plus hauts taux de résistance, selon une étude suisse publiée dans l'édition électronique de *Clinical Infectious Diseases*. Les résultats soulignent la durabilité des combinaisons de médicaments antirétroviraux qui comprennent tenofovir plutôt qu'une des analogues nucléosides plus vieilles comme l'AZT, et sont d'une pertinence particulière pour les pays de bas et moyen revenu qui considèrent l'équilibre entre coût et durabilité de plusieurs régimes antirétroviraux de première ligne. Pendant six ans de suivi, 16% des patients sous traitement avec une combinaison d'efavirenz (*Sustiva*) et AZT (zidovudine, *Retrovir*), développait la résistance, par rapport à 5-9% des patients utilisant des combinaisons alternatives. Deux tiers de tous les cas de résistance se produisaient lorsque le patient avait une charge virale entre 50 et 500 copies/ml.

<http://www.aidsmap.com/page/2133366/>

AFRIQUE

Afrique est sans défense face à l'offensive militaire euro-américaine

Tandis que les USA et leurs alliés de l'OTAN progressent vers le Sud pour renforcer leur emprise sur l'Afrique, après avoir pris possession de la Libye et de ses gigantesques champs pétrolifères, la plupart des dirigeants africains semblent approuver leur réinsertion dans l'Empire. « L'Afrique est la région la plus exposée sur le sentier de guerre des USA - un continent prêt à tomber dans leur escarcelle grâce aux innombrables liens que les classes politiques et militaires africaines entretiennent avec l'impérialisme. » L'AFRICOM se trouve déjà dans une position favorable, où les Africains eux-mêmes l'ont placée.

<http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=6405>

MALAWI: Les pauvres urbains touchés par une série d'augmentations de prix

Dévaluation, pénuries de carburant et mauvaise gestion économique ont conspiré à pousser les prix des aliments de base à des "niveaux alarmants" dans les régions urbaines du Malawi, où même emprunter un bus pour se rendre au travail est devenu un luxe inabordable pour beaucoup, selon des résidents et des analystes. Depuis que le Malawi a commencé à expérimenter de fortes pénuries de carburant et de devises étrangères, le savon, les haricots, le poisson séché, le pain, le sucre et l'huile de cuisson sont devenus des articles de luxe pour la famille de Tambula, et il faut même lutter pour se procurer du maïs, l'aliment de base du Malawi.

<http://www.irinnews.org/report.aspx?reportID=94498> (en anglais uniquement)